FRC,2.1876
Case
FRC
2.270

PAS UN MOMENT A PERDRE,

OU

Discours prononcé par le citoyen LACROIX, *à la section de l'Unité, dans la séance du 28 juillet.*

Les demi-mesures ont jusqu'ici causé tous les maux de la patrie, & elles auroient déjà perdu la liberté, si la liberté pouvoit périr.

CITOYENS,

LE Conseil exécutif & le comité de Salut public viennent de me charger d'une mission importante dans les départemens méridionaux. Je croirois manquer à la reconnoissance que je dois à la section de l'Unité, si je ne venois lui en faire part, & lui dire en deux mots les motifs de mon éloignement depuis quelques jours. Je vous dirai avec franchise que tant que je n'ai été persécuté que par les *royalistes*, j'ai ri de leurs

THE NEWBERRY
LIBRARY

vains & ridicules efforts. Mais que j'ai été dégoûté des perſécutions que m'ont ſuſcité quelques hommes qui jouiſſent de la réputation de Républicains ! Voyant que mon zèle leur portoit ombrage, & que j'étois obligé de lutter encore contre eux pour faire le bien, j'ai pris le parti de ſervir la République, pour le moment, d'une autre manière, mais non moins utile. Je n'oublierai de ma vie les marques flatteuſes d'eſtime que m'a donné tant de fois la ſection de l'unité : & certes, après la patrie, elle occupera la ſeconde place dans mon cœur ; je ne ceſſerai pas d'être citoyen de la ſection de l'Unité, d'être membre de ſon comité révolutionnaire, délibérer de cœur & d'intention avec elle, & une correſpondance auſſi exacte que fraternelle ſera le gage de ma promeſſe ; mais avant de partir, je ſuis bien aiſe de vous ſoumettre quelques idées ſur la poſition vraiment allarmante de la République.

J'ai déjà pluſieurs fois indiqué les moyens de ſauver promptement & radicalement la patrie, de faire ceſſer cette criſe qui fatigue le patriotiſme & diminue journellement nos reſſources ; on n'en a pas fait l'uſage qu'exigeoint les circonſtances, pluſieurs ont été convertis en décrets il eſt vrais, mais partiellement, & c'eſt de leur

enſemble ſeul qu'on pouvoit eſpérer un résultat heureux.

Depuis le 10 août, ſeule époque dont on puiſſe partir pour le ſalut du peuple, on nous a traîné ignominieuſement de trahiſon en trahiſon ; on nous a ſans ceſſe balotté entre des ſuccès combinés & des revers affreux. La fatale expérience du paſſé, les conſpirations journalières n'ont encore pu nous guérir de notre crédulité ; nous avons toujours attendu que nous fuſſions ſur le bord de l'abîme, pour ſonger à ne pas y tomber ; notre enthouſiaſme pour quelques ſuccès éphémères & perfides, notre confiance qui en a été la ſuite, ont coûté la vie à des milliers de républicains, ont engraiſſé des milliers de ſang-ſues, ont enfin mis la république près du cercueil.

Depuis le 10-août, une année entière s'est bientôt écoulée, & pendant cet intervale immenſe, dans une révolution auſſi rapide que la nôtre, il étoit facile de faire fabriquer au moins un million de fuſils, au moins vingt mille pièces de canon, en établiſſant dans toute la république une grande quantité de nouvelles manufactures d'armes & de fonderies de canons ; le fer ne manquoit pas, puiſque notre ſol en produit en abondance, & deux cents mille cloches atten-

doient la fonte. Cette mesure que j'ai proposée il y a plus de deux ans, n'a été décrétée que le 23 de ce mois; mais ce n'est pas quand on apperçoit la profondeur du précipice qu'il faut raisonner sur ce qu'on auroit dû faire. La prudence, l'intérêt général nous crient de nous hâter de prendre les moyens de ne pas y tomber. Il est peut-être encore temps, non que je veuille prétendre que la liberté puisse périr : elle est impérissable, parce que la révolution est faite dans les esprits; & si par des événemens que peuvent seuls amener la perfidie & la trahison, nos ennemis venoient à bout d'imposer au peuple le joug de l'esclavage, ce seroit un lion enchaîné qui bientôt réunissant ses forces, & éclairant les instrumens passifs de son expression, briseroit ses fers avec fureur, & ébranleroit une seconde fois l'univers. Mais en employant promptement des moyens proportionnés à la grandeur du danger, nous éviterons une effusion considérable de sang; nous épargnerons les finances déjà épuisées. Ces deux considérations doivent être bien puissantes aux yeux des amis de la patrie & de l'humanité.

Avant d'appliquer le remède, il faut connoître le mal; en conséquence, jettons un coup-d'œil rapide sur la situation intérieure &

extérieure de la République ; au dedans, le monſtre de la guerre civile, gonflé des poiſons de Rolland & de ſa faction, armé de torches ſéditieuſes & dévaſtatrices, & déguiſé ſous le nom de fédéraliſme, s'agite en tout ſens ſur divers points de la République ; il cherche à percer de ſes poignards patricides le ſein de Paris, parce qu'il ſait qu'il eſt, par ſa ſituation, & pour l'intérêt de la choſe publique, le cœur du corps politique, & que le cœur une fois percé, le corps ſeroit en danger de périr.

Marſeille, Toullon, Lyon, Bordeaux, Caën, ſont en proie aux fureurs du fédéraliſme ; les amis ardens du peuple y ſont égorgés d'une manière atroce ; les contre-révolutionnaires excitent ſans ceſſe, dans le corps politique, un tiraillement qui agite les citoyens, & répand la conſternation dans le ſein des familles. Un ſyſtême combiné d'accaparement étend ſes ravages juſque dans le dernier des hameaux de la République, tarit les ſources de la population, & réduit des hommes à ſe diſputer des alimens avec des animaux.

Les royaliſtes préſentent au peuple d'un côté la famine à la figure livide ; de l'autre, la peſte dont ils ſont atteints, & dont ils voudroient nous flétrir.

Nos maux prennent auſſi leur ſource dans l'inertie perfide de quelques agens du gouvernement, dans une diſette de gens à talens, probes & laborieux; dans la crédulité funeſte du peuple, qui ſemble voir de ſang-froid les ſuccès rapides des rebelles de la Vendée, & l'approche des maux les plus horribles. D'un autre côté, l'on voit des conſpirateurs impunis, & par conſéquent des conſpirations ſans ceſſe renoiſſantes; un égoïſme deſtructeur de toutes vertus privées & publiques; une dilapidation & une corruption preſque générale de tous les fonctionnaires publics; un débordement affreux de paſſions, qui toutes s'oppoſent au bonheur commun; c'eſt, en un mot, l'intérêt perſonnel aux priſes avec l'intérêt général.

Voilà notre ſituation au dedans.

Sur nos frontières, onze armées compoſées de braves républicains, parmi leſquels ſe ſont gliſſés quelques lâches & quelques malveillans ſoudoyés; des généraux dont la trahiſon ou l'ineptie ont juſqu'ici occaſionné nos revers; une fourmillière d'entrepreneurs, d'agioteurs, de ſpéculateurs avides, capables d'engloutir en un ſeul jour toute la fortune publique; un déſordre affreux dans preſque toutes les adminiſtrations; un dénuement preſqu'entier de vivres

& de munitions dans pluſieurs de nos places frontières ; un déployement preſque génénéral & long-temps combiné de toutes les forces de l'Europe contre nous ; de nombreux ſatellites des deſpotes bloquant en quelque ſorte la France, & voulant en faire une vaſte priſon ; notre marine dans l'inertie ; notre commerce détruit ; le ſuccès de nos ennemis dans le Nord, par la priſe de Condé, qui met Valenciennes dans le plus grand danger ; dans le Midi, par la priſe de Bellegrade ; la rage des rois contre la liberté, parce que s'établiſſant en France, ils craignent la force de l'attraction ; leur projet certain d'attaquer avant peu la République ſur tous les points à la fois, avec des forces ſupérieures aux nôtres, que nous ſerons obligés de diviſer, & par conſéquent d'affoiblir ; une connivence bien marquée entre les ennemis du dedans & ceux du dehors, voilà le tableau de notre ſituation extérieure. Je me hâte de tracer celui de nos reſſources.

D'abord, il eſt conſtant que les maux de l'intérieur ne proviennent, en grande partie, que de la conception de l'opinion publique, il eſt donc inſtant de la purger du venin dont l'ont abreuvé Rolland & ſes protecteurs ; il faut ſans délai ſubſtituer à ſa boutique d'opium, un

véritable bureau de formation d'esprit public, composé d'écrivains courageux & énergiques, qui ont défendu les droits du peuple avec autant de courage que de constance. Ces républicains seroient les directeurs, les pères nourriciers, si j'ose m'expliquer ainsi, de l'opinion publique ; ils feront circuler dans tous les départemens une nourriture morale, saine, substancielle, capable, en un mot, de former un tempéramment vigoureux & républicains à l'esprit public.

Tous les citoyens qui auroient des vues utiles à présenter, des moyens efficaces à proposer pour sauver la patrie, trouveront dans ce bureau les secours de l'impression, & le dédommagement de leur travaux.

La nourriture du corps est aussi nécessaire que celle de l'esprit ; l'une ne peut pas aller sans l'autre : la famine est un des secrets des tyrans pour asservir les peuples, & il est certain que le projet de nos ennemis est de nous affamer au sein même de l'abondance. Pour y parvenir, ils employeront ; s'ils peuvent, les accaparemens, la terreur & les agitations populaires, qui amènent presque toujours une disette factice : c'est sur-tout Paris qu'ils chercheront à affamer, parce qu'ils savent que, s'ils venoient à bout de le dompter, étant le centre & le point de ralliement

ralliement du républicaniſme, ils ſubjugueroient plus facilement les autres départemens. Il faut donc approviſionner Paris par tous les moyens imaginables; il faut établir une caiſſe de ſecours publics & de ſubſiſtances, & envoyer des agens Républicains, acheter des grains dans la Beauce, l'Isle-de-France, le Soiſſonnois, la Brie. Il faut en acheter, non pas pour un mois, mais pour un an, & le projet de la contre-révolution eſt en grande partie détruit.

Les productions de la terre étant deſtinées par la nature au beſoin de tous ſes enfans, le peuple a le droit inconteſtable de reſſerrer dans de juſtes limites l'avidité des riches propriétaires & des accapareurs, & de fixer le prix des denrées de première néceſſité.

Si cette meſure n'eſt pas promptement adoptée, l'avidité des ſpéculateurs augmentera avec notre foibleſſe, & le peuple expirera de faim ſur un ſol qu'il aura labouré, & à côté d'immenſes magaſins de vivres. L'adoption de cette meſure déconcertera les projets de nos ennemis; elle fera renaître l'abondance..... Et comment ne renaîtroit-elle pas dans un pays dont le ſol produit le double de grains pour nourrir ſes habitans? D'après cela, il eſt inconteſtable que, ſi la loi qui défend l'exportation en pays étrangers

du bled & autres denrées de première néceſſité, eſt ſévèrement exécutée, la France regorgera d'abondance ; car voilà pluſieurs années de fertilité, & la conſommation eſt moins grande.

L'égarement de l'opinion publique & les accaparemens ſont les véritables cauſes des troubles intérieurs : les cauſes étant détruites, les effets ſeront anéantis; mais ces deux meſures préliminaires & indiſpenſables ne peuvent à elles ſeules ſauver la patrie.

Tout le monde conviendra que les trois mois que nous allons paſſer ſont les plus critiques de la révolution, parce que nos ennemis du dedans & du dehors vont faire uſage de tous les moyens qu'ils ont depuis long-temps préparés pour nous aſſervir ; & ces moyens ſont tels que nous ne pouvons les anéantir que par un déployement général & extraordinaires de toutes les forces morales & phyſiques de la République.

A cet effet, il me paroît indiſpenſable d'envoyer dans chaque département un ou pluſieurs commiſſaires choiſis parmi les Républicains les plus énergiques ; leurs pouvoirs ſeroient tels qu'ils auroient le droit de choiſir parmi les patriotes des départemens d'autres commiſſaires pour les campagnes où ils ſeroient connus, de manière qu'il n'y ait pas dans la République un ſeul

hameau qui ne soit visité par un ami du peuple, chargé de mettre en usage toutes les ressources de la nation.

Tous ces commissaires formeront sur la surface de la République une chaîne indissoluble de patriotisme & de communication prompte, de moyens propres à sauver la liberté ; ils feroient le recensement des hommes en état de combattre, des grains, des armes, des chariots, enfin de tous les objets nécessaires à la défense générale ; ils éclaireroient le peuple sur ses propres intérêts, lui imprimeroient l'énergie républicaine, feroient exécuter les décrets de la Convention, organiseroient les nouveaux bataillons, réuniroient en une seule masse, dans le chef-lieu de chaque département, les forces de la République éparses çà & là. Il n'est peut-être pas de villes qui n'ait quelques pièces de canons ; ils leur feroient sentir la nécessité d'abandonner momentanément leurs forces partielles pour écrâser nos ennemis communs ; ils surveilleroient les administrations, les établissemens publics, tels que les hôpitaux, les manufactures d'armes, les fonderies de canons, les magasins de vivres, munitions, habillement, & équipement ; en un mot, ils pourroient prendre toutes les mesures propres à assurer le

triomphe de la liberté, & feroient prêts à imprimer au peuple, à la même heure, au même instant, le mouvement révolutionnaire qui doit sauver la République.

L'inertie perfide de quelques agens du gouvernement nous ayant laissé dans un dénuement d'armes, nous serons obligés d'avoir recours à des moyens violens & extraordinaires, pour armer ceux qui iront combattre nos ennemis, tels que de désarmer tous ceux qui ne partiront pas; tels que de faire cesser à l'instant les travaux particuliers de tous les charrons, menuisiers & ouvriers en bois, pour ne les occuper qu'à faire des crosses de fusils, des affûts, des caissons, des charriots; faire cesser les travaux des serruriers, maréchaux, taillandiers & tous ouvriers en fer, pour ne les occuper qu'à faire des canons & autres objets, & tous les citoyens sans occupations, aux fonderies de canons qu'on établira, s'il le faut, jusques dans nos camps; tous les chevaux sans exception qui ne servent pas directement, soit à l'agriculture ou au commerce des denrées de première nécessité, doivent être saisis pour les besoins de l'état. Tout citoyen, toute citoyenne quels qu'ils soient, seroient en requisition pour l'objet d'utilité publique, auquel ils seroient

propres ; rien ne doit être oisif dans un moment qui va décider du sort du monde.

Ces grandes mesures seroient encore infructueuses, & même tourneroient contre nous, si à l'instant la Convention ne décrétoit pas que tout noble, tout étranger, tout prêtre, qui occupe des places dans nos armées, se retirera dans les vingt-quatre heures de la signification du décret, & sera remplacé par des Républicains sévères à la nomination des soldats, à l'exception des généraux en chef.

La fatale expérience du passé ne prouve que trop l'indispensable nécessité d'adopter cette mesure ; si elle eût été accueillie quand je l'ai proposée, lors de la trahison de Dumouriez, Custines, Biron, Wimphen, & tous les autres conspirateurs ne nous eussent pas trahi, Mayence ne seroit pas retombée entre les mains des nos ennemis ; cette place importante tenoit en échec cent mille hommes, qui vont peut-être avant peu souiller la terre de la liberté ; enfin, la République ne seroit pas dans le plus grand péril, quoique depuis l'horrible conspiration de Dumouriez, les dangers de la patrie ayent toujours été encroissant.

L'armée révolutionnaire, le camp de quarante

mille hommes près Paris qui avoient été décrété, ne sont point encore formés; qui faut-il accuser d'une aussi coupable négligence ? est-ce l'ancien comité de salut public, est-ce le conseil exécutif ?

Maintenant que le comité de salut public est composé de véritables républicains, nous avons lieu d'espérer qu'il prendra de grandes mesures; qu'il formera non-seulement le camp de 40 mille hommes, mais même qu'il en établira dans plusieurs départemens; & pour empêcher les dilapidations, il suffira de charger chaque Commune de l'habillement, équippement & armément de leur volontaire; & qu'on ne vienne pas se récrier sur la dépense qu'occasionnera une pareille mesure; ce n'est pas quand on a peut-être dépensé dix milliards & sacrifiés des milliers de républicains, qu'il faut regarder peut-être à un milliard, nécessaire à l'achèvement entier de la révolution, au rétablissement de la paix & de la confiance, au maintien d'une constitution républicaine, prix de tant de travaux & de sang.

Si l'idée sublime des braves Lillois se communique dans toutes les ames, si elle s'exécute au même instant dans toute la France, la liberté est assurée.

Le 10 août paroît propre à recevoir ce grand évenement. Qu'à l'heure où le tocsin grondoit au palais du tyran, où son trône se brisoit en éclat, soit celle où le tocsin sonnera, où la générale battera dans toute la République, que les amis de la patrie s'arment, qu'ils forment de nombreux bataillons ; que ceux qui n'auront pas d'armes conduisent les munitions ; que les femmes conduisent les vivres ou pétrissent le pain ; que le signal du combat soit donné par le chant de la patrie, & huit jours d'enthousiasme peuvent faire plus pour la patrie que huit ans de combat.

Signé, LACROIX.

Arrêté de l'Assemblée générale de la section de l'Unité.

L'assemblée générale de la section de l'Unité, après avoir entendu la lecture de ce discours, arrête qu'il seroit imprimé au nombre de 1200 affiches & 1200 in-quarto ; qu'il sera porté & lu à la Convention, au comité de salut public & au conseil exécutif par une députation ; que des exemplaires en seront envoyés au départe-

291

ment, à la municipalité, aux autorités constituées & aux sociétés populaires, en les invitant de le répandre le plus possible.

Signé, MASSÉ, *vice-président.*

POULAIN, *secrétaire de l'assemblée générale.*

De l'Imprimerie de GUYOT, rue des Boulangers, N°. 7.